

RAPPORT
N° 01
SEPTEMBRE 2024



Chaire UNESCO
Alimentations
du monde

La Chaire Unesco Alimentations du monde décloisonne les savoirs sur l'alimentation. La série **Grand Angle** propose des rapports détaillant des études de cas, des monographies ou des résultats de recherche.

GRAND ANGLE

www.chaireunesco-adm.com

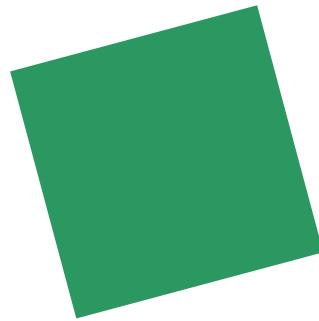
Insécurité alimentaire et politiques publiques au Mexique

Magdalena Morales Brizard, maître en sciences de la durabilité, Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM), Mexique.

Ayari G. Pasquier Merino, chercheure-enseignante, Centre de recherche interdisciplinaire en sciences et humanités, Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM), Mexique.

- Au Mexique, pays de 126 millions d'habitants à la population jeune et en croissance, les politiques sociales de lutte contre la pauvreté se sont consolidées à partir des années 2000, pour faire face aux effets des politiques néolibérales sur les conditions de vie et les inégalités. Parmi ces mesures, l'aide alimentaire, les transferts monétaires et les subventions des prix alimentaires ont été mis en place sous des modalités diverses, en fonction des contextes politiques et priorités des gouvernements successifs. En parallèle, le pays a vu le développement récent

d'initiatives citoyennes de solidarités alimentaires, défendant la souveraineté alimentaire et le droit à l'alimentation. Pour autant, malgré l'importance accordée à la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les politiques publiques mexicaines, la majorité de la population se trouve toujours dans une situation de vulnérabilité. Si l'arrivée au pouvoir du parti de gauche MORENA et sa réélection en 2024 semblent marquer une rupture avec les précédents gouvernements, il est encore trop tôt pour évaluer l'impact des nouvelles politiques alimentaires mises en place.



Insécurité alimentaire et politiques publiques au mexique

Magdalena Morales Brizard, maître en sciences de la durabilité, Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM), Mexique.

Ayari G. Pasquier Merino, chercheure-enseignante, Centre de recherche interdisciplinaire en sciences et humanités, Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM), Mexique.

Contexte social, politique et économique	5
État et mesure de l'insécurité alimentaire au Mexique	5
Mesure de l'insécurité alimentaire	5
Quel est le cadre réglementaire de l'insécurité alimentaire ?	7
Quelles politiques sont mises en place pour lutter contre l'insécurité alimentaire ?	8
1960-2000	8
2000-2018	8
2018-2024	9
Exemples d'initiatives de la société civile pour lutter contre l'insécurité alimentaire	11
Projets citoyens à petite échelle	11
Réseau des banques alimentaires	11
Les Patronnes	11
Conclusion	11

Contexte social, politique et économique

Le Mexique a une population en croissance de 126 millions d'habitants, avec une moyenne d'âge de 29 ans (INEGI, s.d.-b) et qui inclut 68 peuples autochtones (IWGIA, 2021). En 2020, 79 % de la population vivait en milieu urbain (INEGI, s.d.-a.). Il est estimé que 2,93 millions de personnes se consacrent à l'activité agricole et que 78,9 % sont des travailleurs informels (Data México, 2024). En 2022, le taux de personnes considérées non pauvres et non vulnérables s'élevait à 27,1 % selon le Conseil national de l'évaluation de la politique de développement social (CONEVAL, 2023a) et 33,6 % des ménages recevaient des transferts monétaires des programmes gouvernementaux (INEGI, 2023).

LA MESURE DE LA PAUVRETÉ AU MEXIQUE

Au Mexique, la pauvreté est calculée avec la méthode de la mesure multidimensionnelle de la pauvreté (*medición multidimensional de la pobreza*) depuis 2008 (CONEVAL, 2019)¹, à l'aide de plusieurs critères. D'une part, le « seuil de pauvreté » est établi en fonction du coût d'un panier de biens et de services de base. D'autre part, le « seuil d'extrême pauvreté » est établi en fonction du coût d'un panier alimentaire de base. Ceci est complété par la mesure de six indicateurs de carences sociales : retard en matière d'éducation ; accès aux services de santé ; accès à la sécurité sociale ; qualité et espace du logement ; accès aux services de base dans le logement et accès à une alimentation nutritive et de qualité.

1. Cette méthode a été développée par le Conseil national de l'évaluation de la politique de développement social (*Consejo Nacional de Evaluacion de la Politica de Desarrollo Social*) (CONEVAL), qui a été créé dans le cadre de la Loi générale de développement social (*Ley General de Desarrollo Social*) en 2004.

La politique sociale mexicaine de lutte contre la pauvreté s'est consolidée à partir des années 2000, suite à l'augmentation considérable du taux de pauvreté pendant les années 1980 (Rodríguez Gómez, 2014). La continuité entre les programmes gouvernementaux créés à cet égard (notamment le programme POP décrit plus bas) a été maintenue pendant trois mandats présidentiels consécutifs, de 2000 à 2018, et ce malgré les changements de parti politique au pouvoir (Rodríguez Gómez, 2020). Toutefois, le sextennat 2018-2024 marque une rupture politique avec les périodes précédentes dominées par la droite, avec l'arrivée au pouvoir d'un nouveau parti politique : le « Mouvement de régénération nationale » (*Movimiento Regeneración Nacional*) (MORENA). Ce parti a d'ailleurs été réélu en juin 2024 pour un nouveau mandat. Bien que MORENA se présente comme un parti de gauche, ses politiques publiques sont à ce jour ambiguës. Par exemple, malgré un discours sur l'efficacité et la lutte contre la corruption, la logique d'aide aux populations vulnérables à travers des transferts monétaires est maintenue, bien qu'elle puisse être considérée comme une stratégie pour accumuler du capital politique. De plus, la plupart des programmes sociaux qui fonctionnaient jusqu'alors disparaissent et de nouveaux sont créés (Rodríguez Gómez, 2020).

État et mesure de l'insécurité alimentaire au Mexique

La mesure de l'insécurité alimentaire au Mexique varie considérablement selon la méthodologie utilisée. Il est possible d'observer des données allant de < 2,5 % concernant la prévalence de la sous-alimentation (FAO et al., 2022) jusqu'à 60,8 % de la population avec encore un certain degré d'insécurité alimentaire (Shamah-Levy et al., 2022). L'analyse comparée ci-dessous illustre les principales différences entre les méthodes appliquées afin de contextualiser ces écarts.

Principales méthodes utilisées pour la mesure de l'insécurité alimentaire au Mexique

Prévalence de la sous-alimentation

TYPE D'INDICATEUR Nutritionnel

DESCRIPTION La prévalence de la sous-alimentation est une « estimation de la proportion de la population n'ayant pas un apport énergétique alimentaire suffisant pour mener une vie active et saine » (FAO et al., 2022, p. 225). Celle-ci est évaluée avec les paramètres suivants : 1) consommation énergétique alimentaire moyenne par habitant et par jour, 2) coefficient de variation de la consommation énergétique alimentaire, 3) asymétrie de la consommation énergétique alimentaire et 4) besoin énergétique alimentaire minimum par jour (FAO, 2023).

ORIGINE La prévalence de la sous-alimentation est l'indicateur de la FAO pour surveiller la faim, en plus d'être l'indicateur 2.1.1 des ODD (FAO et al., 2022).

UTILISATION DANS LE CADRE DU MEXIQUE Cet indicateur permet une comparaison internationale.

PÉRIODICITÉ Le tableau de progression des ODD est évalué annuellement (FAO, 2023).

➲ **DONNÉES POUR LE MEXIQUE** < 2,5 % de la population était en situation de sous-alimentation en 2022 (FAO et al., 2023)¹

Échelle latino-américaine et caribéenne de sécurité alimentaire (*Escala Latinoamericana y del Caribe de la Seguridad Alimentaria (ELCSA)*)

TYPE D'INDICATEUR Perception

DESCRIPTION La ELCSA consiste en quinze questions qui évaluent l'insécurité alimentaire légère, modérée et sévère du foyer à travers « des situations objectives autodéclarées vécues par les

1. À noter qu'en 2021, la FAO et al. (2022) signalait que 6,1 % de la population mexicaine se trouvait en situation de sous-alimentation, ce qui suppose un écart considérable avec les données de 2022 qui signalent une valeur de < 2,5 %.

membres du foyer, telles que la réduction de la quantité de nourriture servie, l'omission de certains repas quotidiens, la présence de la faim chez l'un des membres du foyer et la suspension de repas en raison du manque d'argent ou d'autres ressources » (FAO, 2012, p.25, traduction libre).

ORIGINE La ELCSA a été basée sur différentes échelles mesurant l'insécurité alimentaire des ménages, principalement le Module américain de supplément de sécurité alimentaire des ménages (*US Household Food Security Supplement Module*) (HFSSM), l'Échelle brésilienne d'insécurité alimentaire (EBIA), l'Échelle de Lorenzana validée et appliquée en Colombie et l'Échelle d'accès à l'insécurité alimentaire (*Household Food Insecurity Access Scale*) (HFIAS) (Comité científico de la ELCSA, 2012).

UTILISATION DANS LE CADRE DU MEXIQUE La ELCSA est utilisée dans le cadre de l'Enquête nationale sur la santé et la nutrition (*Encuesta Nacional de Salud y Nutrición*) (ENSANUT) (Shamah-Levy et al., 2020). La ENSANUT est mise en œuvre par l'Institut national de santé publique (*Instituto Nacional de Salud Pública*) (INSP) et le ministère de la Santé (*Secretaría de Salud*) (SSA) (INSP, 2022).

PÉRIODICITÉ Depuis 2020, la ENSANUT a une périodicité annuelle (Shamah-Levy et al., 2022).

➲ **DONNÉES POUR LE MEXIQUE** 60,8 % des foyers étaient dans un certain degré d'insécurité alimentaire en 2021 (34,9 % légère, 15,8 % modérée et 10,1 % sévère) (Shamah-Levy et al., 2022).

Lacune sociale dans l'accès à une alimentation nutritive et de qualité (*carencia social por acceso a la alimentación nutritiva y de calidad*)

TYPE D'INDICATEUR Perception et nutritionnel

DESCRIPTION Les foyers présentant une situation d'insécurité alimentaire modérée ou sévère et/ou dont

la consommation d'aliments est limitée sont considérés en situation de lacune (CONEVAL, 2019). Son analyse est basée sur les deux méthodes décrites plus bas : l'Échelle mexicaine de sécurité alimentaire (*Escala Mexicana de Seguridad Alimentaria*) (EMSA) et la limitation dans la consommation alimentaire (*limitación en el consumo de alimentos*) (CONEVAL, 2023b).

ORIGINE Cet indicateur a été inclus dans le cadre de la réforme de la Loi générale de développement social (*Ley General de Desarrollo Social*) en 2016 (CONEVAL, 2019).

UTILISATION DANS LE CADRE DU MEXIQUE

C'est l'un des six indicateurs utilisés par le Conseil national de l'évaluation de la politique de développement social (*Consejo Nacional de Evaluacion de la Política de Desarrollo Social*) (CONEVAL) pour la Mesure multidimensionnelle de la pauvreté (CONEVAL, 2019). C'est l'une des principales références pour l'élaboration des programmes sociaux en lien avec l'alimentation.

PÉRIODICITÉ La Mesure multidimensionnelle de la pauvreté a une périodicité de deux ans (CONEVAL, 2019).

➲ **DONNÉES POUR LE MEXIQUE** 18,2 % des foyers présentaient une lacune sociale dans l'accès à une alimentation nutritive et de qualité en 2022 (CONEVAL, 2022b).

Échelle mexicaine de sécurité alimentaire (*Escala Mexicana de Seguridad Alimentaria*) (EMSA)

TYPE D'INDICATEUR Perception

DESCRIPTION La EMSA consiste en dix-sept questions qui évaluent l'insécurité alimentaire légère, modérée et sévère du foyer à travers le manque d'accès aux aliments (INEGI, 2020).

ORIGINE La EMSA est une adaptation de la ELCSA.

UTILISATION DANS LE CADRE DU MEXIQUE

Cette méthodologie est utilisée par le CONEVAL comme l'un de ses deux indicateurs pour mesurer la lacune sociale dans l'accès à

une alimentation nutritive et de qualité, dans le cadre de la Mesure multidimensionnelle de la pauvreté (CONEVAL, 2023b).

PÉIODICITÉ La Mesure multidimensionnelle de la pauvreté a une périodicité de deux ans (CONEVAL, 2019).

➲ **DONNÉES POUR LE MEXIQUE** 33,9 % des foyers étaient dans un certain degré d'insécurité alimentaire en 2022 (17,6 % légère, 9,9 % modérée et 6,4 % sévère) (CONEVAL, 2023b).

Limitation dans la consommation alimentaire (*limitación en el consumo de alimentos*)

TYPE D'INDICATEUR Nutritionnel

DESCRIPTION L'analyse se base sur douze groupes d'aliments consommés à la maison au cours de la semaine de référence, multipliés par le pondérateur utilisé par le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU en fonction de la densité nutritionnelle de chaque groupe d'aliments (CONEVAL, 2019).

ORIGINE Le pondérateur est tiré du PAM (2008), au sein duquel « le score de consommation alimentaire est un score composite basé sur la diversité alimentaire, la fréquence des aliments et l'importance nutritionnelle relative de différents groupes alimentaires » (p. 5, traduction libre).

UTILISATION DANS LE CADRE DU MEXIQUE
Cette méthodologie est utilisée par le CONEVAL comme l'un de ses deux indicateurs pour mesurer la lacune sociale dans l'accès à une alimentation nutritive et de qualité dans le cadre de la Mesure multidimensionnelle de la pauvreté (CONEVAL, 2023b).

PÉIODICITÉ La Mesure multidimensionnelle de la pauvreté a une périodicité de deux ans (CONEVAL, 2019).

➲ **DONNÉES POUR LE MEXIQUE** 3,5 % des foyers étaient limités dans leur consommation alimentaire en 2022 (CONEVAL, 2023b).

Mesure de l'insécurité alimentaire

Bien que l'analyse comparée offre un aperçu des principales méthodes utilisées pour la mesure de l'insécurité alimentaire au Mexique, l'analyse de la ELCSA au sein de la ENSANUT est associée à des données biomédicales (dénutrition, rapport poids-taille, anémie, etc.) afin d'offrir un panorama plus complet de la situation (Shamah-Levy et al., 2022). Dans le cas de la EMSA, celle-ci a également été appliquée de 2008 à 2018 dans l'ancien Module des conditions socioéconomiques de l'Enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages (*Módulo de Condiciones Socioeconómicas de la Encuesta Nacional de Ingresos y Gastos de los Hogares*) (MCS-ENIGH) du CONEVAL. Pour autant, de nos jours, la EMSA n'est utilisée que pour l'analyse de la lacune sociale dans l'accès à une alimentation nutritive et de qualité, dans le cadre de la Mesure multidimensionnelle de la pauvreté par le gouvernement.

De plus, le CONEVAL utilisait auparavant l'indicateur de la pauvreté alimentaire (*pobreza alimentaria*) pour déterminer « une incapacité à obtenir un panier alimentaire de base, même si tous les revenus disponibles du ménage ont été utilisés pour acheter uniquement les biens dudit panier » (CONEVAL, s.d.-a, paragraphe 20, traduction libre). Cependant, cet indicateur purement économique n'est plus d'usage depuis l'adoption de la Mesure multidimensionnelle de la pauvreté.

Enfin, il existe d'autres enquêtes nationales, mais celles-ci n'ont pas un rôle central dans les politiques publiques et ne présentent pas de données actualisées. Il y a notamment l'Enquête nationale sur l'état de l'approvisionnement, de l'alimentation et de la nutrition en milieu rural (*Encuesta Nacional de Abasto, Alimentación y Estado Nutrición en el Medio Rural*) (ENAAEN) et l'Évaluation diagnostique de l'environnement scolaire dans les écoles élémentaires publiques à temps partiel et à temps plein de la Ville de Mexico et des villes du nord et du sud de la République mexicaine (*Evaluación Diagnóstica del Ambiente Escolar en Primarias Públicas de Medio y Tiempo Completo de la Ciudad de México y Ciudades del Norte y Sur de la República Mexicana*) (CONEVAL, 2010a).

Quel est le cadre réglementaire de l'insécurité alimentaire ?

Le droit à l'alimentation fait partie de la Constitution mexicaine. « Toute personne a droit à une alimentation nutritive, suffisante et de qualité. L'État le garantira » (Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, Article 4º, 1917, actualisée en 2011, traduction libre). En avril 2024, une loi a enfin été publiée afin de réglementer ce droit constitutionnel : la Loi générale d'alimentation adéquate et durable (*Ley General de la Alimentación Adecuada y Sostenible*) (2024).

La capitale mexicaine dispose depuis 2009 d'une loi qui garantit une alimentation suffisante et de qualité. C'est la Loi sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour le district fédéral (*Ley de seguridad alimentaria y nutricional para el Distrito Federal*) (2009, actualisée en 2010). La norme NOM-043-SSA2-2012 qui a pour nom « Services de santé de base. Promotion et éducation à la santé

en matière alimentaire. Critères pour guider » (*Servicios básicos de salud. Promoción y educación para la salud en materia alimentaria. Criterios para brindar orientación*) (DOF, 2013) définit d'ailleurs plusieurs termes utilisés dans ce texte de loi. Par exemple, l'alimentation correcte (*alimentación correcta*) et la diète correcte (*dieta correcta*) y sont décrites. De plus, la capitale dispose d'une Loi sur les cuisines sociales (*Ley de Comedores Sociales de la Ciudad de México*) (2017, actualisée en 2021).

Enfin, il existe également la Loi générale sur le développement social (*Ley General de Desarrollo Social*) (2004), qui établit que la lutte contre la pauvreté doit inclure, entre autres, l'alimentation nutritive et de qualité (CEDRSSA, 2019). Cette loi a d'ailleurs instauré le CONEVAL mentionné plus tôt, qui est un organisme autonome responsable du suivi de la pauvreté et de la conception des programmes sociaux (CONEVAL, s.d.-b).

Quelles politiques sont mises en place pour lutter contre l'insécurité alimentaire ?

Cette section aborde l'aide alimentaire, les transferts monétaires et les subventions alimentaires issus des politiques publiques mexicaines présentées par décennie². Elle se base principalement sur l'analyse historique du CONEVAL (2010b) concernant les principaux programmes de sécurité alimentaire. Loin d'être un résumé exhaustif, elle entend fournir un panorama qui situe les principales politiques publiques.

1960-2000

Dans les années 1960-1970, un système de contrôle des prix est mis en place, en ayant recours à des subventions, à des crédits et à la construction d'infrastructures pour distribuer et commercialiser les produits. C'est la Compagnie nationale de subsistance populaire (*Compañía Nacional de Subsistencias Populares* – CONASUPO) qui en a la charge. Dans le même temps, la crise alimentaire mondiale et la hausse des prix des produits alimentaires pendant les années 1970 causent des besoins criants au sein de la population, ce qui incite la création de la Coordination générale du Plan national pour les zones défavorisées et les groupes marginalisés (*Coordinación General del Plan Nacional de Zonas Deprimidas y Grupos Marginalizados* – COPLAMAR) en 1977. Du COPLAMAR naîtra le Système alimentaire mexicain (*Sistema Alimentario Mexicano* – SAM) en 1980, dont l'un des objectifs est l'autosuffisance alimentaire. Toutefois, le SAM est supprimé en 1983. Pendant ce temps, le système de contrôle des prix est toujours en place jusqu'aux années 1980, dans l'espoir de réactiver le secteur agricole afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, bien qu'il soit définitivement éliminé à partir des années 1990. En 1983, le Programme alimentaire national (*Programa Nacional de Alimentación*

2. Les détails exacts du fonctionnement des programmes visant à favoriser la sécurité alimentaire sont peu documentés. La plupart des précisions fournies – sauf celles qui sont référencées – ne proviennent pas de rapports gouvernementaux ou de la littérature scientifique, mais plutôt de divers médias.

-PRONAL) voit le jour, afin d'améliorer la sécurité alimentaire de la population, via trois mesures : subventions, contrôle des prix et intervention directe dans les chaînes d'approvisionnement.

De 1984 à 1996, les effets de la crise économique se font sentir et des politiques néolibérales sont mises en place par le gouvernement mexicain, en plus des ajustements structurels (Delgado Campos et Rosales Flores, 2022). C'est la « décennie perdue » de l'Amérique latine, qui aura pour effet de réduire les programmes sociaux et de creuser les inégalités, particulièrement dans le domaine de la santé.

Ainsi, selon le CONEVAL (2010b), l'aide alimentaire ne vise alors que les personnes vivant dans la pauvreté extrême. La crise économique entraîne une restructuration des programmes sociaux et le PRONAL est supprimé en 1988. Le surpoids et l'obésité deviennent des enjeux importants, dus notamment à une alimentation de mauvaise qualité et au manque d'exercice physique. En 1989, le Programme de solidarité nationale (*Programa Nacional de Solidaridad* – PRONASOL) est mis en place. Celui-ci finance des infrastructures, conjointement avec la CONASUPO et le Système national pour le développement intégral de la famille (*Sistema Nacional para el Desarrollo Integral de las Familias* – SNDIF) afin de garantir un approvisionnement alimentaire. Le PRONASOL, supprimé graduellement en 1994, distribue également des aliments dans les communautés plus vulnérables. En 1997, « Progresse », un programme novateur géré par le ministère du Développement social (*Secretaría de Desarrollo Social*) est mis en place. Objectif : aider les personnes vivant dans l'extrême pauvreté via un système de transferts monétaires directs.

Le fait de se détourner d'une distribution de produits constitue d'ailleurs un changement notable par rapport aux politiques précédentes de lutte contre la pauvreté (Hernández et al., 2019). Concernant l'alimentation, ce programme consiste en « des versements de transferts monétaires aux familles, conditionnés à la participation aux consultations de santé et aux séances éducatives. Les montants des transferts estimés constituent 34 % du revenu monétaire moyen des familles vivant dans l'extrême pauvreté » (Hernández et al., 2019, p. 37, traduction libre). En 1999, le CONASUPO est supprimé et de nouveaux programmes voient le jour.

2000-2018

Au début des années 2000, les programmes se tournent prioritairement sur le développement des « capacités » des personnes (CONEVAL, 2010b). En 2002, pendant la présidence de Vicente Fox (2000-2006), le programme « Progresse » est remplacé par le programme « Opportunités ». Les objectifs restent pratiquement les mêmes, mais sa couverture est étendue. Le Programme de soutien alimentaire (*Programa de Apoyo Alimentario* – PAL), est créé en 2003 et offre des denrées alimentaires ou du soutien monétaire. Des ateliers éducatifs sont également instaurés pour miser sur la co-responsabilité. Le Programme d'auberges scolaires autochtones (*Programa de Albergues Escolares Indígenas* – PAEI) vise à créer des cafétérias scolaires. En 2008, le Programme de soutien alimentaire dans les zones

prioritaires (*Programa de Apoyo Alimentario en Zonas de Atención Prioritaria – PAAZAP*) voit le jour afin d'atteindre les populations les plus éloignées, non desservies par les autres programmes. En plus de l'alimentation, sa stratégie cherche à favoriser le capital social et l'amélioration du logement. Le PAAZAP est toutefois de courte durée, puisqu'il est intégré en 2008 au Programme de soutien alimentaire (PAL).

D'après Hernández et al. (2019), même si le programme « Opportunités » cherchait à répondre à des besoins allant bien au-delà de l'alimentation, cet axe n'a pris de l'importance que lorsqu'il a commencé à fonctionner conjointement en 2010 avec le PAL. Par exemple, dans les catégories « Appui alimentaire » et « Appui alimentaire – Vivre mieux », les transferts combinés des programmes s'élevaient à 35,70 US\$ par personne par mois au minimum en 2014 (CEPAL, s.d.-a). Hernández et al. (2019) expliquent que pendant cette même année, avec l'arrivée d'Enrique Peña Nieto au pouvoir (2012-2018), le programme « Opportunités » est remplacé par « Prospère ». Ce nouveau programme fait maintenant partie des deux stratégies de politique sociale du président : la Croisade nationale contre la faim (*Cruzada Nacional contra el Hambre*) et la Stratégie nationale d'inclusion (*Estrategia Nacional de Inclusión*). La première soutient notamment le développement de cuisines collectives (5500 en 2018) (SEDESOL, 2018). Gérées par le ministère du Développement social (*Secretaría de Desarrollo Social – SEDESOL*), elles servent quotidiennement des repas à prix subventionné (entre 3 et 10 pesos³ selon la région) à une centaine de personnes et animent des ateliers sur l'alimentation. Toutefois, de nombreux cas de corruption et de scandales politiques ont été documentés au sujet de la Croisade nationale contre la faim, en plus de son approche clientéliste (p.e : Ortiz, 2020 ; Roldán et Ureste, 2019 ; *Mexicanos Contra la Corrupción y la Impunidad*, s.d.).

De façon plus précise, le CONEVAL (2016) explique que le programme « Prospère » se décline en quatre axes : santé (prévention), éducation (bourses), inclusion (sociale, professionnelle, financière et productive) et alimentation (monétaire et nature). La composante alimentaire étant divisée en deux volets : avec et sans coresponsabilité⁴. Dans les catégories « Appui alimentaire » et « Appui alimentaire – Vivre mieux », les transferts combinés s'élèvent ainsi à 24,70 US\$ par personne par mois au minimum (CEPAL, s.d.-b) ; les montants accordés étant ajustés de façon semestrielle en fonction de l'indice national des prix du panier de base. À noter qu'en 2016, le PAL a été fusionné avec « Prospère ».

3. À noter que le taux de change US\$D-MXN est d'environ 1 : 18. Un montant de 3 pesos mexicains équivaut donc à 0,17 US\$D et 10 pesos à 0,56 US\$D.

4. D'après Rodríguez Gómez (2020), « Dès le début, le programme a fonctionné via un système de coresponsabilité, selon lequel pour que les familles puissent recevoir une aide financière, elles devaient satisfaire aux exigences de fréquentation scolaire des garçons, des filles et des jeunes boursiers et se conformer à certaines mesures de santé. [...] Concernant la santé, ils devaient s'inscrire dans le système de santé, se présenter à des rendez-vous programmés et participer à des ateliers d'autogestion de la santé communautaire. » (pp. 82 et 83)

2018-2024

Pour lutter contre l'insécurité alimentaire, le président Andrés Manuel López Obrador (dit AMLO) nouvellement arrivé au pouvoir créé, en 2019, l'organisme de Sécurité alimentaire mexicaine (*Seguridad Alimentaria Mexicana – SEGALMEX*), lequel vise à « promouvoir la productivité agroalimentaire et la distribution alimentaire au profit des populations les plus démunies du pays » (SADER, 2019, paragraphe 4, traduction libre). Cet organisme décentralisé dépend du ministère de l'Agriculture et du Développement rural (*Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural – SADER*). Parmi les fonctions de la SEGALMEX, on compte, entre autres, l'acquisition de produits agroalimentaires à des prix garantis, la vente et distribution d'engrais ou de semences améliorées, la promotion de la commercialisation des excédents de production agroalimentaire à l'intérieur et à l'extérieur du pays, le soutien à la recherche scientifique ou encore la distribution d'un panier alimentaire de base dans les régions à forte marginalisation économique (*Secretaría de Gobernación*, 2019). Afin de servir les populations plus vulnérables, la SEGALMEX offre des produits du panier alimentaire de base à des prix préférentiels.

La SEGALMEX s'est notamment vu rattacher le Programme d'approvisionnement social en lait (*Programa de Abasto Social de Leche*) qui existe depuis la fin des années 1980. L'objectif de ce dernier est de combattre l'anémie en distribuant quatre litres de lait fortifié en fer et autres micronutriments chaque semaine à une population cible composée d'enfants, d'adolescents, de personnes âgées et de femmes enceintes ou allaitantes vivant sous le seuil de pauvreté extrême. Le programme repose sur l'intervention de deux acteurs économiques : la société à participation étatique majoritaire LICONSA, chargée de soutenir les petits et moyens producteurs du pays en leur achetant du lait (plusieurs centaines de millions de litres) (2012, p.10, traduction libre), et le réseau de magasins DICONSA, le plus grand réseau d'approvisionnement social du Mexique (DICONSA, s.d.). Ce réseau vise à favoriser l'approvisionnement alimentaire des personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire, y compris en zone rurale. On retrouve dans les quelques 25 000 magasins fixes et 400 magasins mobiles du réseau plusieurs types de produits et les prix y sont environ 30 % plus bas que dans d'autres supermarchés. Ces commerces, situés dans des endroits où la population est généralement en insécurité alimentaire, sont accessibles à tous. De plus, la distribution de lait peut également se faire dans les centres communautaires gouvernementaux. En 2012, les magasins DICONSA représentaient le seul lieu d'approvisionnement pour plus de 2000 communautés dans le pays (ONU, 2012).

En 2022, les programmes mentionnés précédemment et désignés par le terme « POP » (*Progresa – Oportunidades – Prospera*) sont supprimés. Bien qu'ils aient été source d'inspiration pour plusieurs initiatives semblables en Amérique latine (Rodríguez Gómez, 2020), ils ont échoué dans leur mission de garantir l'alimentation des personnes vivant dans la pauvreté. Par exemple, dans le cas du programme « Prospère », de nombreuses limites ont été documentées sur la mobilité sociale (Yashine et al., 2019). La Croisade nationale contre la faim disparaît également pendant cette période.

À leur place, des bourses gouvernementales à l'ambition très différente⁵, administrées par un organisme décentralisé du ministère de l'Éducation, sont destinées aux familles avec des enfants ou aux étudiants. L'objectif est de favoriser de façon privilégiée l'éducation, considérée comme un outil de lutte contre la pauvreté. Contrairement aux programmes POP, l'aspect alimentaire est complètement éliminé, ainsi que les consultations médicales préventives et différents ateliers d'autosoin. Récemment mises en place, ces bourses ont fait l'objet de peu d'études d'impact, ce qui rend difficile leur comparaison avec les programmes POP qu'elles ont remplacés. Plusieurs critiques ont néanmoins été énoncées sur les failles dans la conception de ces deux types de programmes, qui tendraient à développer une logique d'assistanat et contribueraient au façonnement d'un secteur alimentaire mexicain précaire, vulnérable et dépendant aux importations.

Pour pallier l'absence du POP, l'aide alimentaire et le développement communautaire sont réunis dans la Stratégie intégrale d'assistance sociale alimentaire et de développement communautaire (*Estrategia Integral de Asistencia Social Alimentaria y Desarrollo Comunitario – EIASADC*) en 2021, coordonnée à travers la Direction générale de l'alimentation et du développement communautaire (*Dirección General de Alimentación y Desarrollo Comunitario – DGADC*). Chaque État est responsable de les mettre en œuvre sur son territoire en suivant les directives de l'EIASADC. Par rapport à l'axe alimentaire, quatre programmes sont mis en avant (SSA et SNDIF, 2023) :

– **Le programme d'alimentation scolaire (*Programa de Alimentación Escolar*)** : dans une optique de soutien alimentaire, des aliments froids sont fournis dans les écoles publiques préscolaires, primaires et secondaires. Ceux-ci ont des « critères de qualité nutritionnelle élevés, accompagnés d'actions d'orientation et d'éducation alimentaire, réduisant, à long terme, les problèmes de surpoids, d'obésité, de malnutrition et d'anémie à l'âge adulte » (DIF, 2023, paragraphe 1, traduction libre).

– **Le programme d'alimentation dans les 1000 premiers jours (*Programa de Atención Alimentaria en los Primeros 1000 Días*)** : si l'on prend l'exemple de l'État de Jalisco, « le programme a pour objectif d'accompagner les femmes enceintes et les femmes allaitantes, filles et garçons de 6 à 24 mois en insécurité alimentaire, diagnostiquée à travers l'enquête EFIIA⁶, afin qu'ils puissent accéder à des produits alimentaires de qualité nutritionnelle, ainsi que d'encourager

5. Le Programme de bourses d'études de base Benito Juárez pour le bien-être (*Programa de Becas de Educación Básica para el Bienestar Benito Juárez*), le Programme de bourses universelles pour les étudiants de l'enseignement secondaire supérieur (*Programa Beca Universal para Estudiantes de Educación Media Superior*) et le Programme les jeunes écrivent l'avenir (*Programa Jóvenes escribiendo el futuro*) pour les étudiants des cycles supérieurs (Rodríguez Gómez, 2020), ainsi que les Bourses Elisa Acuña (*Becas Elisa Acuña*).

6. L'EFIIA est l'Enquête de ciblage des personnes avec insécurité alimentaire (*Encuesta de Focalización de Individuos con Inseguridad Alimentaria*) utilisée pour ce programme. Cet outil reprend les douze questions de la EMSA.

l'adoption de saines habitudes alimentaires et l'allaitement exclusif dans les 6 premiers mois » (Gobierno del Estado de Jalisco, 2023a, paragraphe 1, traduction libre). De plus, « un approvisionnement alimentaire mensuel est livré, ainsi que des ateliers d'orientation et d'éducation alimentaire qui encouragent les bonnes habitudes alimentaires » (paragraphe 2, traduction libre).

– **Le programme d'alimentation pour les groupes prioritaires (*Programa de Atención Alimentaria a Grupos Prioritarios*)** : si l'on prend l'exemple de l'État de Veracruz, ce programme promeut « l'accès et la consommation d'aliments nutritifs et sains pour les personnes prioritaires, de préférence en les aidant dans les espaces alimentaires (soupe populaire ou cuisine communautaire) grâce à la livraison d'aliments » (Gobierno del Estado de Veracruz, 2021, paragraphe 1, traduction libre). Il vise également « les personnes handicapées, les personnes âgées, les adolescents, ainsi que les filles et les garçons de 2 à 6 ans non scolarisés, situés dans des municipalités, des villes ou des AGEBS⁷ rurales, urbaines ou autochtones, avec un degré de marginalisation très élevé et élevé, et qui du fait de leur état de vulnérabilité sont en situation de carence alimentaire ou de malnutrition » (paragraphe 3, traduction libre).

– **Le programme d'alimentation pour les personnes en situation d'urgence ou de catastrophe (*Programa de Atención Alimentaria a Personas en Situación de Emergencia o Desastre*)** : il vise à promouvoir l'accès à une alimentation saine et nutritive pour les personnes en situation d'urgence ou de catastrophe, grâce à un soutien alimentaire temporaire, conçu sur la base de critères de qualité nutritionnelle et accompagné d'actions d'orientation alimentaire et d'assurance qualité, afin de contribuer à l'exercice de leur droit à l'alimentation.

Il existe aussi des projets de cuisines sociales à l'échelle locale. Dans la capitale mexicaine, où la loi soutient ces initiatives, le but est de rendre effectif le droit des habitants de la capitale à une alimentation adéquate, nutritive, quotidienne, suffisante et de qualité, avec des aliments sûrs, sains, accessibles, abordables et culturellement acceptables, qui les protègent contre la faim, la malnutrition et la dénutrition (Morales Rubio, 2022, p. 1, traduction libre). Le développement des cuisines sociales est géré par le ministère de l'Inclusion et du bien-être social (*Secretaría de Inclusión y bienestar social – SIBISO*). Toutefois, de nombreuses limites quant à leur fonctionnement ont été documentées (Hernández et al., 2015). En 2023, 445 cuisines sociales opéraient sous trois modalités dans la ville de Mexico (Jefatura de Gobierno, 2021) : 294 cuisines communautaires gérées par des citoyens, dans lesquelles les bénéficiaires ont à charge un frais de recouvrement de 11 pesos⁸ ; 51 cuisines publiques, qui fournissent des

7. L'AGEB est la Zone géostatistique de base (*Áreas Geoestadísticas Básicas*), une unité de mesure utilisée par le CONEVAL pour classer les zones selon les trois degrés de retard social (*Grados de Rezago Social*).

8. Soit environ 0,61 US\$D.

repas gratuitement, et 100 cuisines consolidées, une modalité également gratuite dans des espaces publics gérés par les institutions.

Il existe d'autres programmes de cuisines sociales ailleurs dans le pays, mais ceux-ci ne sont pas gérés par le SIBISO dans le cadre d'une loi. Par exemple, l'État de Jalisco a réactivé deux cuisines sociales suite à la pandémie, sous la tutelle du SNDIF (Gobierno del Estado de Jalisco, 2022). Dans la ville de Monterrey (État de Nuevo León), des organismes à but non lucratif, comme Cáritas, sont en charge des cuisines sociales.

En conclusion, avec l'élection de la première femme présidente en juin 2024, il est possible que les politiques publiques concernant l'insécurité alimentaire vivent des changements. Toutefois, puisque Claudia Sheinbaum appartient au parti de MORENA au pouvoir depuis 2018, une rupture significative avec l'approche actuelle est peu probable.

Exemples d'initiatives de la société civile pour lutter contre l'insécurité alimentaire

Au sein des initiatives citoyennes, le discours sur la « souveraineté alimentaire », plutôt que sur la « sécurité alimentaire », est très présent. Cela démontre l'intérêt porté envers l'action collective pour défendre le droit à l'alimentation. En voici quelques exemples :

Projets citoyens à petite échelle

Les projets citoyens tels que l'échange de semences, les espaces de troc et la commercialisation en circuits courts ne sont pas nécessairement organisés dans une structure et émergent souvent de façon isolée. Bien que le droit à l'alimentation ne soit pas toujours présenté de façon explicite comme le but premier de ces initiatives, il en fait partie.

Par exemple, dans les projets d'échange de semences portés par des producteurs, l'optique est plutôt la préservation des variétés ancestrales et la résistance face aux semences commerciales, particulièrement le maïs transgénique qui est actuellement interdit pour la production et la consommation humaine au Mexique, suivant un décret officiel du 13 février 2023. AMLO a récemment interdit l'importation de maïs transgénique depuis les États-Unis et le Canada, mais l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) pourrait renverser cette décision.

De plus, au cours de la dernière décennie, de nombreux projets locaux ont vu le jour dans les espaces de commercialisation, afin d'améliorer l'alimentation des consommateurs. Par exemple, le projet Multitruke Mixiuhca (Comunidad Multitruke Mixiuhca, 2024) est une foire itinérante basée sur le troc dans une zone populaire de la ville de Mexico. On y échange des aliments, de l'artisanat ou des cosmétiques avec une monnaie alternative locale appelée « mixiuhca ». Ce projet fait aussi partie des Rencontres nationales des réseaux alimentaires alternatifs (*Encuentro Nacional de Redes Alimentarias Alternativas*), qui regroupent plusieurs dizaines d'initiatives œuvrant avec le troc ou des prix justes. Toutefois, ce réseau national ne dispose pas d'une liste exhaustive

de toutes les alternatives du pays, certaines refusant de s'y joindre à cause des nombreux abus institutionnels qui ont été vécus par le passé, comme par exemple la corruption ou « l'extractivisme académique ». Le gouvernement travaille également sur un recensement des réseaux alimentaires alternatifs nationaux (CONABIO, 2020).

Réseau des banques alimentaires

Le Réseau des banques alimentaires du Mexique (*Red de Bancos de Alimentos de México – BAMX*), organisation de la société civile à but non lucratif (BAMX, 2024), est composé de 58 banques alimentaires à travers le pays. En 2023, le BAMX avait évité la perte de plus de 171 000 tonnes d'aliments provenant de divers espaces de distribution (restaurants, hôtels, épiceries, etc.), dont 45 % de fruits et légumes et 52 % de denrées non périssables. Ce réseau travaille dans les espaces urbains et ruraux, touchant plus de 2,4 millions de personnes, sur une population totale de 126 millions.

Les Patronnes

Depuis 1995, les Patronnes (*Las Patronas*) sont un groupe de femmes de l'État de Veracruz qui distribuent gratuitement des aliments et de l'eau aux migrants de passage dans leur communauté, dont ceux voyageant en train jusqu'aux Etats-Unis. Elles sont un formidable exemple de solidarité alimentaire, basé sur le droit humain à l'alimentation.

Conclusion

Le Mexique est un pays qui défend un droit à l'alimentation pour sa population, tant au travers d'initiatives citoyennes que par son cadre juridique engagé. Les modalités diverses des programmes gouvernementaux, qui vont des cuisines sociales aux transferts monétaires, témoignent de l'approche plurielle de la lutte contre l'insécurité alimentaire adoptée par le Mexique depuis les années 1960. Toutefois, malgré l'importance accordée à celle-ci dans les politiques publiques mexicaines, la majorité de la population se trouve toujours dans une situation de vulnérabilité. L'élection au pouvoir du parti MORENA en 2018 et sa réélection en 2024 auront sans aucun doute marqué une rupture avec les gouvernements précédents, mais il est encore trop tôt pour déterminer les effets à long terme des récentes mesures concernant l'alimentation au Mexique.

Comme le dit bien le slogan du CONEVAL, « Ce qui se mesure peut s'améliorer (*lo que se mide se puede mejorar*) ! », soulignant la nécessité d'un suivi de l'insécurité alimentaire par les pouvoirs publics pour pouvoir mieux la combattre.

Bibliographie

- BAMX. (2024). *¿Qué hacemos?*. Red de Bancos de Alimentos de México. <https://bamx.org.mx/que-hacemos/>
- Becas Elisa Acuña. (s.d.). *Becas Benito Juárez*. <https://becasbenitojuarez.net/becas-elisa-acuna/>
- CEDRSSA. (2019). *Los programas sociales y su incidencia en el ingreso y la alimentación de las familias rurales*. Centro de Estudios para el Desarrollo Rural Sustentable y la Soberanía Alimentaria. <http://www.cedrssa.gob.mx/files/b/13/16Programassocialesalimentacion.pdf>
- CEPAL. (s.d.-a). *Oportunidades (Programa de Desarrollo Humano, ex Progresa) (1997-2014)*. Comisión Económica para América Latina y el Caribe. <https://dds.cepal.org/bpsnc/programa?id=22>
- CEPAL. (s.d.-b). *Prospera. Programa de Inclusión Social (2014-2019)*. Comisión Económica para América Latina y el Caribe. <https://dds.cepal.org/bpsnc/programa?id=92>
- CNBBBJ. (2022a). *Beca para el Bienestar Benito Juárez de Educación Básica*. Gobierno de México. <https://www.gob.mx/becasbenitojuarez/articulos/beca-bienestar-para-las-familias-de-educacion-basica>
- CNBBBJ. (2022b, 10 février). *Beca para el Bienestar Benito Juárez de Educación Superior*. Gobierno de México. <https://www.gob.mx/becasbenitojuarez/articulos/beca-jovenes-escribiendo-el-futuro-de-educacion-superior>
- CNBBBJ. (2022c, 10 février). *Beca Universal para el Bienestar Benito Juárez de Educación Media Superior*. Gobierno de México. <https://www.gob.mx/becasbenitojuarez/articulos/beca-benito-juarez-para-jovenes-de-educacion-media-superior-216589>
- Comité científico de la ELCSA. (2012). *Escala Latinoamericana y Caribeña de Seguridad Alimentaria (ELCSA). Manual de uso y aplicación [Guide]*. FAO. <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/a14d12d0-db25-4356-a33d-f89dbbeeb09/content>
- Comunidad Multitruke Mixiuhca. (2024, 9 juin). *Page d'accueil* [Page Facebook]. Facebook. https://www.facebook.com/ComunidadMultitrukeMixiuhca/?locale=es_LA
- CONABIO. (2020, 17 août). *Organismos de la sociedad civil y la CONABIO abren convocatoria nacional para crear Redes Alimentarias Alternativas*. Gobierno de México. <https://www.gob.mx/conabio/prensa/organismos-de-la-sociedad-civil-y-la-conabio-abren-convocatoria-nacional-para-crear-redes-alimentarias-alternativas?idiom=es>
- CONEVAL. (s.d.-a). *Glosario*. Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social. <https://www.coneval.org.mx/Medicion/Paginas/Glosario.aspx>
- CONEVAL. (s.d.-b). *¿Quiénes Somos?*. Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social. <https://www.coneval.org.mx/quienessomos/Conocenos/Paginas/Creacion-del-Coneval.aspx>
- CONEVAL. (2010a). *Dimensiones de la seguridad alimentaria: Evaluación Estratégica de Nutrición y Abasto*. Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social. https://www.coneval.org.mx/rw/resource/coneval/info_public/pdf_publicaciones/dimensiones_seguridad_alimentaria_final_web.pdf
- CONEVAL. (2010b). *Informe de evolución histórica de la situación nutricional de la población y los programas de alimentación, nutrición y abasto en México*. Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social. https://www.coneval.org.mx/rw/resource/coneval/info_public/pdf_publicaciones/evolucion_historica_050411.pdf
- CONEVAL. (2016.). *PROSPERA Programa de Inclusión Social*. Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social. https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/152923/1_FMyE_S072.pdf
- CONEVAL. (2019). *Metodología para la medición multidimensional de la pobreza en México (tercera edición)*. Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social. <https://www.coneval.org.mx/InformesPublicaciones/InformesPublicaciones/Documents/Metodologia-medicion-multidimensional-3er-edicion.pdf>
- CONEVAL. (2022a). *Carencias en el acceso a una alimentación nutritiva y de calidad. Programas que contribuyen a la disminución de esta carencia*. Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social. https://www.coneval.org.mx/Evaluacion/IEPSM/Documents/CPP_2022/Carencia_alimentacion.pdf
- CONEVAL. (2022b). *Informe de Evaluación de la Política de Desarrollo Social 2022*. Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social. https://www.coneval.org.mx/Evaluacion/Documents/Informes/IEPDS_2022.pdf
- CONEVAL. (2023a, 10 août). *El CONEVAL presenta las estimaciones de pobreza multidimensional 2022* [Communiqué de presse]. Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social. https://www.coneval.org.mx/SalaPrensa/Comunicadosprensa/Documents/2023/Comunicado_07_Medicion_Pobreza_2022.pdf
- CONEVAL. (2023b, août). *Medición de pobreza 2022*. Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social. https://www.coneval.org.mx/Medicion/MP/Documents/MMP_2022/Pobreza_multidimensional_2022.pdf
- Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, [Constl]. Art. 4. 5 de febrero de 1917 (dernière actualisation le 13 octobre 2011) (México). https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5213965&fecha=13/10/2011#gsc.tab=0
- Data México. (2024). *Trabajadores en Actividades Agrícolas. Subgrupo (611) – 2024-T1*. Gobierno de México. <https://www.economia.gob.mx/datamexico/es/profile/occupation/trabajadores-en-actividades-agricolas?employSelector3=workforceOption>
- Delgado Campos, V. I. et Rosales Flores, R. A. (2022). III. El concepto de calidad en la política de salud en México, del estado-benefactor al estado-mercado. análisis del periodo 1990-2016. Dans J. M., Mendoza Rodriguez, V. I. Delgado Campos, E. C. Jarillo Soto, C. A. López Ortiz, R. A. Rosales Flores et R. G. Ruiz (dir), *Régimen Político de Salud en México*. <http://repositorioinstitucionaluacm.mx/jspui/handle/123456789/2412>.
- DICONSA. (s.d.). *¿Qué hacemos?*. Gobierno de México. <https://www.gob.mx/diconsa/que-hacemos>
- DIF. (2023). *Programa Alimentos Escolares*. Gobierno de México. <https://www.dif.cdmx.gob.mx/programas/programa/programa-de-alimentos-escolares>
- DOF. (22 de enero de 2013). *Norma Oficial Mexicana NOM-043-SSA2-2012, Servicios básicos de salud. Promoción y educación para la salud en materia alimentaria. Criterios para brindar orientación*. Diario Oficial de la Federación. https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5285372&fecha=22/01/2013#gsc.tab=0
- ENSANUT. (2023). *Encuesta Nacional de Salud y Nutrición Continua 2023*. Instituto Nacional de Salud Pública. <https://ensanut.insp.mx/encuestas/ensanutcontinua2023/index.php>
- FAO. (2023). *Tracking progress on food and agriculture-related SDG indicators 2023*. Food and Agricultural Organization. <https://doi.org/10.4060/cc7088en>
- FAO, FIDA, OMS, PMA et UNICEF. (2022). *El estado de la seguridad alimentaria y la nutrición en el mundo 2022. Adaptación de las políticas alimentarias y agrícolas para hacer las dietas saludables más asequibles*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cc0639es>
- FAO, FIDA, OMS, PMA et UNICEF. (2023). *El estado de la seguridad alimentaria y la nutrición en el mundo 2023. Urbanización,*

- transformación de los sistemas agroalimentarios y dietas saludables a lo largo del continuo rural-urbano. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cc3017es>
- Gobierno del Estado de Nuevo León. (2023). Apoyo alimentario con desayunos escolares. Gobierno del Estado de Nuevo León. <https://retys.nl.gob.mx/servicios/apoyo-alimentario-con-desayunos-escolares>
- Gobierno del Estado de Jalisco. (2022). REACTIVAN COMEDORES COMUNITARIOS DE TLAQUEPAQUE EN COMBATE A LA POBREZA ALIMENTARIA. Gobierno del Estado de Jalisco. <https://www.jalisco.gob.mx/es/prensa/noticias/147961>
- Gobierno del Estado de Jalisco. (2023a). Atención Alimentaria en los Primeros 1000 Días. Gobierno del Estado de Jalisco. <https://misprogramas.jalisco.gob.mx/programas/apoyo/Asistencia-Social-Alimentaria-en-los-Primeros-1000-Dias-de-Vida/719/2022>
- Gobierno del Estado de Jalisco. (2023b). Desayunos Escolares. Gobierno del Estado de Jalisco. <https://misprogramas.jalisco.gob.mx/programas/apoyo/Desayunos-Escolares/717/2022>
- Gobierno del Estado de Puebla. (2023). Reglas de Operación del Programa de Atención Alimentaria a Personas en Situación de Emergencia o Desastre. Orden Jurídico Poblano. https://ojp.puebla.gob.mx/media/k2/attachments/R.Operacion_del_Programa_de_Atencion_Alimentaria_a_Personas_en_Situacion_de_Emergencia_o_Desastre_4EV_29032023.pdf
- Gobierno del Estado de Veracruz. (2021). Atención Alimentaria a Grupos Prioritarios. Gobierno del Estado de Veracruz. <http://www.difver.gob.mx/2021/04/atencion-alimentaria-a-grupos-prioritarios/#:~:text=El%20programa%20de%20Atenci%C3%B3n%20Alimentaria,con%20criterios%20de%20calidad%20nutricia.>
- Hernández, C., Ochoa, S. et Yaschine, I. (2015). *El programa de comedores comunitarios: Análisis de su diseño e instrumentación* [Document de travail]. Programa Universitario de Estudios del Desarrollo. <http://www.pued.unam.mx/export/sites/default/archivos/documentos-trabajo/016.pdf>
- Hernández L., Gonzalo, De la Garza, T., Zamudio, J. et Yaschine, I. (dir.). (2019). *El Progresa-Oportunidades-Prospera, a 20 años de su creación*. Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social. https://www.coneval.org.mx/Evaluacion/IEPSM/Documents/Libro_POP_20.pdf
- HLPE. (2012). *La protection sociale pour la sécurité alimentaire. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale*. Rome, FAO. <http://www.fao.org/3/a-me422f.pdf>
- INEGI. (2017). *LA MEDICIÓN DE LA INSEGURIDAD ALIMENTARIA EN EL MÓDULO DE CONDICIONES SOCIOECONÓMICAS (MCS) DE LA ENIGH, MÉXICO*. Comisión Económica para América Latina y el Caribe. <https://www.cepal.org/sites/default/files/presentations/2017-05-tomas-ramirez-mx.pdf>
- INEGI. (2020a). Encuesta Nacional de Ingresos y Gastos de los Hogares. *ENIGH 2020. Manual del entrevistador*. Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática. https://www.inegi.org.mx/contenidos/programas/enigh/nc/2020/doc/enigh2020_ns_entrevistador.pdf
- INEGI. (2023). *Encuesta Nacional de Ingresos y Gastos de los Hogares 2022 (ENIGH)*. Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática. https://www.inegi.org.mx/contenidos/programas/enigh/nc/2022/doc/enigh2022_ns_presentacion_resultados.pdf
- INEGI. (s.d.-a). *Población rural y urbana*. Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática. https://cuentame.inegi.org.mx/poblacion/rur_urb.aspx?tema=P#:~:text=En%201950%2C%20en%20M%C3%A9xico%2043,es%20de%2079%20por%20ciento
- INEGI. (s.d.-b). *Población total (Número de habitantes)*. Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática. <https://cuentame.inegi.org.mx/poblacion/habitantes.aspx?tema=P>
- INSP. (2022). *Encuesta Nacional de Salud y Nutrición Continua 2022*. Gobierno de México. <https://www.insp.mx/avisos/encuesta-nacional-de-salud-y-nutricion-continua-2022>
- IWGIA. (2021, 18 mars). *El Mundo Indígena 2021: México*. International Work Group for Indigenous Affairs. <https://www.iwgia.org/es/mexico/4149-mi-2021-mexico.html#:~:text=En%20M%C3%A9xico%20habitaban%2068%20pueblos,que%20juntas%20re%23BAnen%20364%20variantes>
- Jefatura de Gobierno. (2021). *Aumentará Gobierno capitalino a 512 comedores sociales durante 2021*. Gobierno de México. <https://jefaturadegobierno.cdmx.gob.mx/comunicacion/nota/aumentara-gobierno-capitalino-512-comedores-sociales-durante-2021>
- Las Patronas [@laspatronas_ddhh]. (2024, 9 juin). *Publications [Profil Instagram]*. Instagram. https://www.instagram.com/laspatronas_ddhh/?hl=es
- Ley General de la Alimentación Adecuada y Sostenible. Diario Oficial de la Federación, 17 avril 2024, 1-32. <https://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LGAAS.pdf>
- Ley de Comedores Sociales de la Ciudad de México. Congreso de la Ciudad de México, 26 juin 2017 (dernière actualisation le 31 mai 2021), 1-13. <https://www.congresocdmx.gob.mx/media/documents/883bc2b80955ec564a846aeb18f373da06f3fd65.pdf>
- Ley de seguridad alimentaria y nutricional para el Distrito Federal. Gaceta Oficial del Distrito Federal, 17 septembre 2009 (dernière actualisation le 23 novembre 2010), 1-9. <http://aldf.gob.mx/archivo-b9a10cbee0d0d3b0bf5c7abc90a4bf1b.pdf>
- Mexicanos Contra la Corrupción y la Impunidad. (s. d.). *Sedesol: ¿Dónde quedó el dinero para los más pobres?*. Mexicanos Contra la Corrupción y la Impunidad. <https://contralacorrucion.mx/web/estafamaestra/sedesol-donde-quedo-dinero-pobres.html>
- Morales Rubio, M. G. (2022, 3 de mayo). *INICIATIVA CON PROYECTO DE DECRETO POR EL QUE SE REFORMA EL ARTÍCULO 4, SE ADICIONA DOS PÁRRAFOS AL ARTÍCULO 10 Y SE ADICIONA UN INCISO F) A LA FRACCIÓN I DEL ARTÍCULO 28, TODOS DE LA LEY DE COMEDORES SOCIALES DE LA CIUDAD DE MÉXICO, EN MATERIA DE RACIONES ALIMENTARIAS PARA PERSONAS DIABÉTICAS*. Congreso CDMX. <https://www.congresocdmx.gob.mx/media/documents/0cfb000bcd154a31519d1021dcb7e7075c76ad21.pdf>
- ONU. (2012). *Informe del Relator Especial sobre el derecho a la alimentación*, Olivier De Schutter. Adición. Misión à México. Organisation des Nations Unies. http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20120306_mexico_es.pdf
- Ortiz, A. (2020, 22 janvier). *Corrupción, en Cruzada contra el Hambre de Peña Nieto*. El Universal. <https://www.eluniversal.com.mx/nacion/investigan-irregularidades-en-comedores-comunitarios/>
- PAM. (2008). *Food Consumption Analysis. Calculation and use of the food consumption score in food security analysis. Vulnerability Analysis and Mapping Branch (ODAV)*. Programme alimentaire mondial. <https://docplayer.net/21477560-Food-consumption-analysis-calculation-and-use-of-the-food-consumption-score-in-food-security-analysis.html>
- Rodríguez Gómez, K. (2014). *¿Neo o post-neoliberalismo en la política social de México? Una comparación entre las estrategias de política seguidas durante la década del 2000 y la ¿nueva? estrategia del sexenio priista (2012- 2018)*. Revista Mexicana De Análisis Político Y Administración Pública, 3(1), 179-202. <http://www.remap.ugto.mx/index.php/remap/article/view/74>
- Rodríguez Gómez, K. (2020). *De Progresa-Oportunidades-Prospera a las Becas Benito Juárez: un análisis preliminar de los cambios en la política social en el sexenio 2018-2024 en México*. Revista Mexicana De Análisis Político Y Administración Pública, 9(17), 81-91. <http://www.remap.ugto.mx/index.php/remap/article/view/324>

- Roldán, N. et Ureste, M. (2019, 5 août). *La Estafa Maestra: Oficial mayor de Robles firmó convenios para presuntos desvíos en Cruzada contra el Hambre*. Animal Político. <https://www.animalpolitico.com/2019/08/estafa-maestra-zebadua-convenios-cruzada-hambre>
- SADER. (2019, 18 février). *Nace Seguridad Alimentaria Mexicana, Segalmex*. Gobierno de México. <https://www.gob.mx/agricultura/prensa/nace-seguridad-alimentaria-mexicana-segalmex-187832>
- SADER. (2020, 27 janvier). *Conoce la canasta básica Segalmex-Diconsa*. Gobierno de México. <https://www.gob.mx/agricultura/articulos/conoce-la-canasta-basica-segalmex-diconsa>
- Secretaría de Gobernación (2019). *Plan nacional de desarrollo (2019-2024)*. Diario Oficial de la Federación. https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5565599&fecha=12/07/2019#gsc.tab=0
- SEDESOL. (2018, 11 avril). *Conoce cómo funcionan los Comedores Comunitarios de Sedesol*. Gobierno de México. <https://www.gob.mx/bienestar/articulos/conoce-como-funcionan-los-comedores-comunitarios-de-sedesol?idiom=es>
- SEDESOL. (s.d.). *Pensión Universal para Personas Adultas Mayores*. Gobierno de México. <https://www.gob.mx/pensionpersonasadultasmayores>
- Shamah-Levy, T., Vielma-Orozco, E., Heredia-Hernandez, O., Romero-Martinez, M., Mojica-Cuevas, J., Cuevas-Nasu, L., Santaella-Castell, J.A. et Rivera-Dommarco, J. (2020). *Encuesta Nacional de Salud y Nutrición 2018-19: Resultados Nacionales*. Instituto Nacional de Salud Pública. https://ensanut.insp.mx/encuestas/ensanut2018/doctos/informes/ensanut_2018_informe_final.pdf
- Shamah-Levy, T., Romero-Martinez, M., Barrientos-Gutiérrez, T., Cuevas-Nasu, L., Bautista-Arredondo, S., Colchero, M.A., Gaona-Pineda, E.B., Lazcano-Ponce, E., Martínez-Barnetche, J., Alpuche-Arana, C. et Rivera-Dommarco, J. (2022). *Encuesta Nacional de Salud y Nutrición 2021 sobre Covid-19. Resultados nacionales*. Instituto Nacional de Salud Pública. https://ensanut.insp.mx/encuestas/ensanutcontinua2021/doctos/informes/220804_Ensa21_digital_4ago.pdf
- Sin Maíz No Hay País. (2023). *Campaña Nacional Sin Maíz No Hay País. Sin Maíz No Hay País*. <https://simmaiznohaypais.org/>
- SSA et SNDIF. (2023). *Estrategia Integral de Asistencia Social, Alimentación y Desarrollo Comunitario 2023*. Gobierno de México. https://sitios1.dif.gob.mx/alimentacion/docs/formatos/2023/Tomo_3_EIASADC.pdf
- UNICEF, EQUIDE et Evalúa Ciudad de México. (2020). *Encuesta de seguimiento de los efectos del COVID-19 en el bienestar de los hogares en la Ciudad de México — ENCOVID-CDMX*. Fondo de las Naciones Unidas para la Infancia, Corporación Equidad para el Desarrollo y Evalúa Ciudad de México. <https://www.unicef.org/mexico/media/4781/file/ENCVID-CDMX.pdf>
- Yaschine, I., Vargas-Chanes, D., Huffman, C., Carreño, H., Hernández, U. et Mendoza, T. (2019). *Estudio a largo plazo de PROSPERA sobre movilidad ocupacional intergeneracional [Rapport technique]*. Programa Universitario de Estudios del Desarrollo. http://www.pued.unam.mx/export/sites/default/archivos/SAED/2019/SAED_13_02_19.IY.pdf

GRAND ANGLE

Insécurité alimentaire et politiques publiques
au Mexique, Morales-Brizard, M., Pasquier Merino, A.G.,
Chaire Unesco Alimentations du monde, *Grand Angle*
n°1, septembre 2024.

Chaire UNESCO Alimentations du monde
L'Institut Agro Montpellier
Pôle tropiques et Méditerranée
1101, avenue Agropolis
34090 Montpellier – France
Tél. : +33 (0)4 67 61 70 10
chaireunesco-adm.com/